ALORS QUE LES PRIX DE LA POMME DE TERRE ATTEIGNENT LES 80 DINARS LE KILO

Les professionnels de Bouira réclament un office pour la régulation du marché

Les intempéries qui se sont prolongées dans le temps aidant, les prix de la pomme de terre ont atteint les 70, voire les 80 dinars dans les marchés du détail. Des prix exorbitants que le citoyen, ne pouvant plus se passer de ce légume de base dans la cuisine, achète malgré lui.

Pour en savoir plus sur les raisons de ces hausses vertigineuses des prix des légumes et des fruits, particulièrement celui de la pomme de terre, nous nous sommes rapprochés de certains professionnels du domaine dans la wilaya de Bouira.

Le président de la filiale maraîchère qui regroupe, outre la pomme de terre, une panoplie de variétés de légumes produits au niveau de la wilaya de Bouira, M. Messaoud Boudehane, nous dira de prime abord que dans l'état actuel des choses et vu les tergiversations des pouvoirs publics pendant les récentes campagnes en laissant les producteurs se démener seuls face aux problèmes de la baisse des prix de la pomme de terre, les prix de 70, voire 80 dinars le kilogramme de pomme de terre ne l'étonnent pas.

«Je dirais même que ce prix est plus proche de la réalité», asséna-t-il non sans rappeler les pertes énormes enregistrées auparavant par les professionnels qui réclamaient à plusieurs reprises un véritable office qui puisse réguler le marché et surtout assurer l'achat de la récolte auprès du producteur à un prix préalablement arrêté qui puisse assurer la pérennité de cette filiale et sa rentabilité.

Non, au lieu de rassurer les producteurs, les pouvoirs publics se félicitaient à grand tapage médiatique de la réussite de leur politique agricole et le fameux plan PPDA et la disponibilité de ce tubercule et son abondance avec des prix très en deçà du prix de revient. Lorsque les pouvoirs publics se félicitaient de la surabondance de ce produit qui était écoulé à moins de 20 dinars le kilogramme, personne n'était à l'écoute de ces producteurs qui avaient injecté des centaines de millions, voire des milliards pour, au final, ne récupérer même pas leur capital. Des producteurs qui ne cessaient d'expliquer que seul un office qui assurerait l'achat de leur produit à un prix fixe qui arrangerait tout le monde, pourrait sauver la filiale.

Aussi, après ces pertes à répétition, plusieurs professionnels ont préféré mettre la clé sous le paillasson en attendant des jours meilleurs ou carrément changer de créneau. Au niveau de la wilaya de Bouira, ce sont plus de 30 professionnels qui ont préféré abandonner ce créneau que de courir une banqueroute certaine.

Pour leur part, ceux qui ont maintenu le cap et résisté face à ces pertes à répétition, espèrent toujours une intervention des pouvoirs publics pour mettre de l'ordre dans la filiale.

Un espoir qui fait partie des vœux pieux car, selon Messaoud Boudehane, au lieu d'encourager les producteurs, le pouvoir les accule avec des impôts et autres mises en garde en leur traçant un seuil au-delà duquel aucun centime n'est toléré. Les producteurs, qui rappellent les multiples dépenses pendant le cycle de production de la pomme de terre, depuis les grands labours, jusqu'à l'achat de la semence, en passant par les herbicides et autres engrais, ainsi que le paiement de l'eau du barrage et, enfin, la main-d'œuvre pour l'arrachage et la mise en caisse ou dans des sacs, ne comprennent pas pourquoi les importateurs des ces engrais, d'herbicides et même de semences ne sont pas inquiétés dans l'établissement des prix de vente, alors que le producteur est sujet à une réglementation ; en se retrouvant, dans la plupart des cas, à vendre à perte.

Et pour étayer ses dires, notre interlocuteur de rappeler qu'actuellement, la pomme de terre, qui est cédée à 70 dinars, revenait au producteur sur pied à 33 dinars. Aussi, si l'on offre une marge de bénéfice de 5 dinars à ce producteur, le prix de 70 dinars pour le consommateur qui vient en bout de chaîne après le grossiste, les semi-grossistes et le détaillant, est proche de la réalité.

Sinon, si l'Etat veut que le consommateur achète toujours la pomme de terre à un prix n'excédant pas les 50 dinars, il n'a qu'à créer ces offices de légumes et fruits qui vont acheter le produit directement de chez le producteur et arrêter de commun accord les marges de bénéfice entre le producteur, le grossiste et le détaillant, après avoir déterminé le prix de revient du produit.

Bien entendu, si ces offices venaient à être créés, l'opération toucherait non pas uniquement la pomme de terre mais l'ensemble des légumes et fruits produits en Algérie.

De la sorte et toujours selon Messaoud Boudehane, l'Etat, par le biais des deux ministères - Commerce et Agriculture - qui se rejettent depuis des années la balle sur le véritable responsables de ces hausses des prix, mettrait fin à la spéculation qui est devenue un véritable cauchemar pour l'Etat surtout pendant les périodes d'intempéries et les mois de Ramadhan de chaque année.

Cela étant, le SG de la Chambre d'agriculture de la wilaya de Bouira, M. Malek Akkouche, plaide non pas pour un office qui «ne correspond pas du tout à ce genre de produits que sont les légumes» mais pour des coopératives créées et gérées par et pour les professionnels de la pomme de terre eux-mêmes.

«Un peu comme cela se fait pour la tomate en France, où les professionnels ont créé une coopérative qui a fini par s'imposer à l'échelle du territoire français et dans toutes les grandes surfaces comme l'unique partenaire qui arrête les prix et les marges bénéficiaires.

D'après M. Akkouche, la réussite de cette expérience a encouragé les producteurs de la tomate à élargir leur coopérative pour toucher tous les produits rouges, c'est-à-dire la tomate, les fraises et les cerises.

Aussi en Algérie, et puisque selon toujours ce cadre de la Direction de l'agriculture, le ministère encourage les coopératives plutôt que les offices, il est temps pour les professionnels de cette filiale de s'organiser pour créer une coopérative qui puisse réguler le marché national de ce tubercule et, pourquoi pas, prévoir même le marché de l'exportation qui fera gagner à l'Etat et aux producteurs la forte devise, après avoir satisfait le marché national avec des prix raisonnables.

Y. Y.

ORAN

Marche des étudiants en pharmacie

Ils étaient entre 800 et 1 000 étudiants de la Faculté de médecine d'Oran à s'être retrouvés hier matin pour organiser une marche de protestation.

A l'instar de ce qui se passe dans d'autres grandes villes, les étudiantes et étudiants en pharmacie, qui en sont presque à leur troisième mois de grève, ont donc décidé de sortir de leur campus pour battre le pavé.

Munis d'affichettes et de banderoles où l'on pouvait lire : «Docteur c'est mérité ce n'est pas de la charité, sauvez la pharmacie», les jeunes protestataires ont également repris avec forte conviction des slogans comme «Honte, honte ministère sans pouvoir» «Solidaires pas de pas en arrière», «SOS pharmacie en détresse». La marche tolérée par les autorités a été encadrée par les forces de police qui les ont suivis tout au long du parcours, c'est-à-dire du siège de la direction régionale de la Cnas, jusqu'à la wilaya, s'assurant que les marcheurs ne perturbent pas la circulation automobile. Finalement arrivés à destination sans encombre, les étudiants ont retrouvé un autre regroupement de protestation devant la Wilaya, il s'agissait de demandeurs de logements sociaux.

Les forces de l'ordre, importantes à cet endroit, ont canalisé les deux regroupements, alors qu'une délégation d'étudiants souhaitait être reçue par le wali d'Oran. Pour rappel, les revendications nationales des étudiants en pharmacie sont de plusieurs ordres entre autres «une augmentation du nombre de postes de résidanat dans différentes spécialités, favoriser le recrutement des jeunes docteurs en pharmacie dans l'industrie pharmaceutique, ainsi que la promotion de l'échelon du docteur en pharmacie justifiant une durée de 6 ans de formation de la catégorie 13 à la 16 et la création de formations spécialisées».

Fayçal M.

RELIZANE

Flambée des prix de fruits et légumes

Décidément, rien ne semble arrêter les spéculateurs. Pour preuve, la pomme de terre, la tomate et l'oignon, pour ne citer que ces trois produits, ont vraiment pris des ailes ces derniers jours.

Hier, ces trois produits ont été cédés à 80 DA, voire plus dans d'autres marchés de la ville. Ainsi, le kilo de tomate a été vendu par certains commerçants peu scrupuleux à 180 DA. Une hausse estimée à plus de 200 %. Qui dit mieux ? Et peu importe les arguments avancés par les services concernés ou les agriculteurs, ou les deux à la fois, rien ne justifie cette flambée des prix. Peu importe que le produit soit de première ou de seconde nécessité, rien ne peut justifier, faut-il encore une fois le rappeler, cette flambée incompréhensible des prix des produits précités. Cependant, au regard de l'anarchie qui règne dans nos marchés, il ne faut surtout pas trop s'étonner de cette «ascension» des prix, qui ne sont pas d'ailleurs affichés, ou rarement, par les commerçants. La réglementation en vigueur est claire sur ce plan : l'affichage des prix est obligatoire. Une règle commerciale, appliquée à travers le monde, que nos commerçants semblent négliger. Mais où réside réellement le problème ? Certainement, la spéculation y est pour quelque chose, mais cela n'explique guère les causes, les vraies, qui sont derrière cette flambée que le citoyen subit aujourd'hui.

Pour certains analystes avertis, il s'agit, en effet, d'une volonté délibérée par des milieux cherchant à utiliser le prix d'un légume ou d'un fruit à des fins politiciennes ! En ces temps difficiles, tous les moyens sont bons.

A. Rahmane

MOSTAGANEM

Une jeune maman accouche dans l'ambulance des pompiers

Il était midi ce lundi, lorsqu'un appel téléphonique a mobilisé les pompiers de la ville de Bouguirat pour un accouchement imminent.

Une parturiente de 22 ans résidant dans la localité de Bouguirat, à quelque 30 km du chef-lieu de wilaya, près d'accoucher, demandait à être prise en charge et conduite rapidement vers la maternité de Lala-Kheira à Mostaganem. Aussitôt, une équipe de pompiers était dépêchée à son domicile et rapidement l'ambulance prenait la direction de la maternité. Durant le trajet, les contractions se sont accélérées et la situation a évolué très rapidement si bien qu'au niveau de la localité de Mesra, la jeune maman a mis au monde un garçon en bonne santé. Tout s'est très bien passé grâce aux pompiers dont l'un d'eux a dû s'improviser gynéco. Quand l'équipe du Samu est arrivée en renfort, le bébé était sur le ventre de sa maman et tous deux ont été pris en charge pour être emmenés vers la maternité. La maman a ensuite été prise en charge à la maternité où elle et le bébé ont subi les examens d'usage. Le directeur de la Protection civile de wilaya a tenu à féliciter la maman qui n'a jamais perdu son sang-froid même si ce n'est pas évident d'accoucher dans une ambulance quand ce n'est pas prévu.

A. B.

AÏN-TÉMOUCHENT

Cérémonie d'adieu aux directeurs de la radio et de la Protection civile

L'hémicycle de l'APW de Aïn-Témouchent a abrité, hier après-midi, une cérémonie d'adieu à deux directeurs de wilaya, il s'agit de M. Belloud Nasreddine, directeur de la radio régionale qui est parti à la retraite et de M. Gouiten Kamel, directeur de la Protection civile de la wilaya qui a été muté à la wilaya de Jijel pour les mêmes fonctions.

Cette cérémonie à laquelle ont pris part le chef de l'exécutif, les directeurs et la presse locale est une reconnaissance pour tous les efforts qu'ils ont consentis dans l'exercice de leur fonction dans le développement local de la wilaya de Aïn-Témouchent.

Installation du nouveau directeur de la Protection civile

Lors de la même cérémonie, il a été installé dans ses fonctions, le nouveau directeur de la Protection civile M. Mustapha Mustapha qui est venu de la wilaya de Jijel en remplacement de M. Gouiten Kamel qui a été muté dans la même wilaya.

Le nouveau directeur dira à l'occasion qu'il est venu à la wilaya de Aïn-Témouchent pour booster le développement local et pallier les insuffisances si elles existent.

Il dira qu'il est venu d'une wilaya touristique pour se retrouver dans une wilaya touristique.

S. B.